Formule 30A

Loi sur les tribunaux judiciaires

affidavit de documents  
(particulier)

*(titre)*

affidavit de documents

Je soussigné(e), *(nom et prénoms du déposant)*, du/de *(*ville, *etc.)* de ............................................, dans le/la *(*comté, municipalité régionale, *etc.)* de , le demandeur *(ou la mention appropriée)* dans la présente action,DÉCLARE SOUS SERMENT *(ou* AFFIRME SOLENNELLEMENT*)* que:

1. J’ai étudié attentivement mes dossiers et ai consulté d’autres personnes pour me mettre au courant de façon à établir le présent affidavit. Celui-ci divulgue, selon ce que je sais directement et ce que je tiens pour véridique sur la foi de renseignements, tous les documents pertinents à l’égard d’une question en litige dans l’action, et que j’ai ou ai eus en ma possession, sous mon contrôle ou sous ma garde.

2. J’ai énuméré à l’annexe A les documents que j’ai en ma possession, sous mon contrôle ou sous ma garde et dont je ne m’oppose pas à la production à des fins d’examen.

3. J’ai énuméré à l’annexe B les documents que j’ai ou ai eus en ma possession, sous mon contrôle ou sous ma garde et dont je m’oppose à la production pour le motif qu’ils sont privilégiés. J’ai indiqué à l’annexe B les moyens de chaque demande.

4. J’ai énuméré à l’annexe C les documents que j’ai eus antérieurement en ma possession, sous mon contrôle ou sous ma garde, mais qui ne le sont plus. J’ai indiqué à l’annexe C quand et comment j’en ai perdu la possession, le contrôle ou la garde et où ils se trouvent actuellement.

5. Je n’ai jamais eu en ma possession, ni sous mon contrôle ni sous ma garde des documents pertinents à l’égard d’une question en litige dans l’action, à l’exception de ceux qui sont énumérés aux annexes A, B et C.

6. J’ai dressé à l’annexe D la liste des noms et adresses (ainsi que des adresses électroniques, si elles sont connues) des personnes dont on pourrait raisonnablement s’attendre qu’elles aient connaissance des opérations ou des événements en litige. *(Rayez le présent paragraphe si l’action n’est pas introduite dans le cadre de la procédure simplifiée.)*

***Déclaré sous serment ou affirmé solennellement devant moi*** *(choisir l’une des deux options suivantes*) : en personne OU  par vidéoconférence

***A remplir si le serment est prêté ou la déclaration est faite en personne :***

dans la (ville, municipalité, etc.) de ……………….. dans le/la (comté, municipalité régionale, etc.) de ……………… , le (*date*).

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*Signature du commissaire (ou la mention appropriée) Signature du déposant*

***Choisir l’une des deux options suivantes si le serment est prêté ou la déclaration est faite par vidéoconférence :***

***À remplir si le déposant et le commissaire se trouvent dans la même ville ou municipalité :***

par ………. (*nom du déposant*) de la (ville, municipalité, etc.) ………. dans le/la (comté, municipalité régionale, etc.) de ………., devant moi le ……….(*date*), conformément au [Règl. de l’Ont. 431/20](https://www.ontario.ca/fr/lois/reglement/r20431), Prestation des serments ou réception des déclarations à distance. ………………..

Commissaire aux affidavits (*ou la mention appropriée*)

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*Signature du commissaire (ou la mention appropriée) Signature du déposant*

**À remplir si le déposant et le commissaire ne se trouvent pas dans la même ville ou municipalité** :

par ………. (*nom du déposant*) de la (ville, municipalité, etc.) ………. dans le/la (comté, municipalité régionale, etc.) de ………., devant moi dans la (ville, municipalité, etc.) de ………. dans le/la (comté, municipalité régionale, etc.) de ………. le ……….(*date*), conformément au [Règl. de l’Ont. 431/20](https://www.ontario.ca/fr/lois/reglement/r20431), Prestation des serments ou réception des déclarations à distance. ………………..

Commissaire aux affidavits (*ou la mention appropriée*)

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*Signature du commissaire (ou la mention appropriée) Signature du déposant*

CERTIFICAT DE L’AVOCAT

JE CERTIFIE que j’ai expliqué ce qui suit au déposant :

a) l’obligation de divulguer tous les documents pertinents à l’égard d’une question en litige dans l’action;

b) les types de documents susceptibles d’être pertinents à l’égard des allégations faites dans les actes de procédure;

c) s’il s’agit d’une action introduite dans le cadre de la procédure simplifiée, l’obligation de fournir la liste exigée aux termes de la règle 76.03.

Date ................................................................. ...................................................................................

*(Signature de l’avocat)*

**Annexe A**

Documents que j’ai en ma possession, sous mon contrôle ou sous ma garde et dont je ne m’oppose pas à la production à des fins d’examen.

*(Numérotez chaque document consécutivement. Indiquez la nature et la date du document et donnez suffisamment de précisions pour permettre de l’identifier.)*

**Annexe B**

Documents que j’ai ou ai eus en ma possession, sous mon contrôle ou sous ma garde et dont je m’oppose à la production pour le motif qu’ils sont privilégiés.

*(Numérotez chaque document consécutivement. Indiquez la nature et la date du document et donnez suffisamment de précisions pour permettre de l’identifier. Indiquez les motifs du privilège pour chaque document.)*

**Annexe C**

Documents que j’ai eus antérieurement en ma possession, sous mon contrôle ou sous ma garde, mais qui ne le sont plus.

*(Numérotez chaque document consécutivement. Indiquez la nature et la date du document et donnez suffisamment de précisions pour permettre de l’identifier. Indiquez quand et comment la possession, le contrôle ou la garde de chacun des documents a été perdu, et mentionnez le lieu où ils se trouvent actuellement.)*

**Annexe D**

*(Ne remplir que si l’action est introduite dans le cadre de la procédure simplifiée.)*

Noms et adresses (ainsi que les adresses électroniques, si elles sont connues) des personnes dont on pourrait raisonnablement s’attendre qu’elles aient connaissance des opérations ou des événements en litige.

RCP-F 30A (1er septembre 2020)